



HAL
open science

Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Yémen. Armand-Colin. Images Economiques du Monde 2008, Armand-Colin, 2007. halshs-00282436

HAL Id: halshs-00282436

<https://shs.hal.science/halshs-00282436>

Submitted on 2 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ARABIE SAOUDITE

La diversification économique en marche

La légère réduction de la production pétrolière (moins de 9 Mb/j fin 2006) n'a pas altéré la vitalité économique du Royaume. L'augmentation de l'excédent des comptes publics (et de la balance courante) est à l'origine des bons résultats de l'exercice budgétaire 2006. Pour 2007, le budget est axé sur le « bien-être social » et la relance des investissements. Il vise à favoriser la croissance du secteur privé hors pétrole, notamment par le soutien aux projets de développement industriel. La place du secteur privé dans la croissance économique a d'ailleurs fortement augmenté en 2006, enregistrant une progression de 6,3 %. Parmi les réalisations les plus importantes figurent le développement des grandes infrastructures aéroportuaires du pays (4,5 milliards de dollars d'investissements) et l'ouverture d'une bourse des valeurs immobilières en 2006. Par ailleurs, les projets immobiliers de création de trois cités économiques représentent l'une des grandes orientations du huitième plan quinquennal adopté fin 2005. Ces villes nouvelles devraient assurer un développement continu au niveau régional et représenter de nouvelles possibilités d'ouverture internationale. Le secteur des hydrocarbures n'est pas pour autant délaissé, comme le prouve le projet d'ouverture d'une nouvelle raffinerie à l'est du pays à l'horizon 2009. Principale ressource du Royaume, le pétrole contribue à plus du tiers du PIB et à 90 % des exportations du pays.

Atermoiement des réformes et des progrès sociaux

L'Arabie Saoudite tarde à mettre en œuvre la politique de réformes structurelles annoncée par Abdallah devenu Roi à la mort de son demi-frère Fahd en août 2005. Toutefois, une avancée politique majeure s'est concrétisée à la fin 2006, avec la tenue des premières réunions des Conseils municipaux issus des élections de 2005, embryons d'une politique de décentralisation. Mais, dans les faits, le nouvel échelon municipal ne semble pas plus porteur de réformes que le pouvoir central. Les grands enjeux tels que le droit du travail, la fiscalité, l'éducation ou encore la place des femmes, avec, notamment, la question récurrente de leur droit à conduire, sont marqués par un certain immobilisme. Par conséquent, l'écart entre la prospérité économique et les progrès sociaux se creuse de plus en plus. Le salaire minimum plafonne à 1500 riyals (environ 320 euros), la crise du logement concernerait plus du tiers de la population saoudienne, tandis que le chômage touche actuellement 28 % des 20-24 ans. Les objectifs de la politique de « saoudisation » des emplois, qui impose désormais aux entreprises d'employer plus de 35 % de nationaux, sont loin d'être atteints. Par ailleurs, le soutien aux investissements étrangers et, surtout, le programme ambitieux de privatisation des ressources naturelles et des services publics, seules grandes réformes économiques jusqu'à présent engagées, devraient certes permettre la réduction de la dette interne, mais risquent de fragiliser davantage les populations les plus défavorisées.

Nouvelles ambitions internationales

L'Etat Saoudien poursuit sa politique d'ouverture et affirme son rôle dans les relations internationales. Sur le plan économique, un accord de libre-échange devrait être signé fin 2007 entre l'Union européenne et le CCG, dont le siège se trouve à Riyad. Il fait suite à l'accession du Royaume à l'OMC en 2005 et devrait encore accroître le rythme de la libéralisation. Sur le plan géopolitique, l'Arabie tente de se placer en arbitre du conflit israélo-palestinien avec la relance du projet de plan de paix du Roi Abdallah de 2002, annoncée lors du sommet de la Ligue arabe qui s'est tenu à Riyad en mars 2007. En ce qui concerne les autres dossiers sensibles de la région – guerre en Irak, crise libanaise et ambitions nucléaires de l'Iran – l'Arabie Saoudite fait également montre d'une intense activité diplomatique. Ce volontarisme politique consacre l'Arabie Saoudite comme principale puissance arabe mais ne parvient pas à masquer la dégradation du contexte social et sécuritaire du pays. Sur ce dernier point, l'attaque de février 2007 contre des expatriés français en vacances dans les environs de Médine, qui a fait quatre victimes, s'inscrit dans le prolongement d'une campagne d'attentats amorcée en 2003 et revendiqués par la branche saoudienne d'al-Qaïda.

BAHREÏN

Défis économiques

L'actualité est marquée par la réduction de l'aide accordée par l'Arabie Saoudite, qui a vu d'un mauvais œil la signature d'un accord de libre échange entre Bahreïn et les Etats-Unis, entré en vigueur début 2006. Etant entendu que 85 % de la production pétrolière bahreïnienne provient de l'Arabie et que la Monarchie reste dépendante, à hauteur du quart de son PIB de cette matière première, la fragilisation des relations saoudo-bahreïniennes pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'économie locale. Bahreïn doit par ailleurs faire face à la montée d'une concurrence financière régionale. La position qu'occupe Manama en tant que centre financier du Golfe est contestée par Dubaï et Doha, dotées depuis peu de places boursières. Cependant, l'économie de Bahreïn demeure florissante. Entre 2006 et 2007, le PIB est passé de 13,4 à près de 15 milliards de dollars tandis que la croissance avoisine les 7 %. La situation des comptes, publics et extérieurs, est satisfaisante. Le dynamisme de l'activité hors hydrocarbures semble compenser la baisse du prix du baril en 2007. La production d'aluminium, les télécommunications, la banque islamique et l'assurance sont par exemple des secteurs qui affichent d'excellentes performances. L'immobilier connaît également un boom et le prix des terrains flambe sous le poids de la croissance démographique et de l'urbanisation.

Zones d'ombre

Les élections législatives de novembre 2006 ont donné la victoire au groupe d'opposition chiite, déjà élu à la tête de l'une des deux chambres du Parlement, l'autre étant désignée par le Roi Khalifa, de confession sunnite. Les tensions confessionnelles qui planent sur la Monarchie constitutionnelle depuis les élections de 2002 ont été ravivées par l'affaire al-Bandar qui secoue le pays depuis la fin 2006 : un citoyen britannique d'origine soudanaise ayant travaillé au sein du Conseil des ministres a été expulsé vers les Etats-Unis après avoir rédigé un rapport critiquant le fonctionnement des institutions bahreïniennes. Ces 240 pages révèlent, entre autre, la naturalisation massive de fonctionnaires asiatiques servant le régime sunnite, l'existence d'une « organisation secrète » visant à influencer le résultat des élections ou encore la préparation d'un programme de conversion des citoyens chiïtes au sunnisme. Des manifestations de protestation contre les naturalisations ont eu lieu à Manama fin 2006, tandis qu'une pétition a été signée dénonçant le silence du souverain sur les dossiers soulevés par cette affaire. Au-delà de la gestion de cette crise, il reste au nouveau gouvernement sous tension de trouver des solutions aux problèmes sociaux tel que le taux élevé de chômage et, au niveau international, de se positionner plus clairement entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, de qui Bahreïn est le « principal allié », rappelait George Bush.

EMIRATS ARABES UNIS

Nouvelles performances

La diversification économique, déjà à l'œuvre avec l'essor du commerce international, de la finance, du transport aérien et du tourisme, s'étend aux secteurs de l'industrie de l'aluminium (environ 900 000 t. produites en 2007) et de l'immobilier ; la société de promotion immobilière Emaar est la valeur la plus active en bourse de Dubaï. Cette diversification va de pair avec une politique d'amélioration de l'attractivité des Emirats Arabes Unis. Si Dubaï rencontre le plus grand succès, les autres Emirats tentent de s'élever au même rang : Abu Dhabi, grâce à une politique culturelle audacieuse (création d'un musée au label du Louvre, d'une fondation Guggenheim et ouverture d'un campus de La Sorbonne en 2007), ou encore Sarjah grâce à la montée en puissance de la compagnie *low cost* Air Arabia. Les hydrocarbures ne représentent plus aujourd'hui que 30 % du PIB, ce qui n'a pas empêché ce dernier de doubler en 5 ans. A l'instar du Qatar, la dérive enregistrée par les prix à la consommation est toutefois préoccupante. C'est là la seule ombre au tableau économique des Emirats qui comptent

parmi les marchés les plus dynamiques et rayonnent aussi bien dans les pays du CCG que dans ceux du sous-continent indien, sans oublier l'Iran, nouveau partenaire incontournable.

Troubles sociaux et politiques

Les conditions de travail des ouvriers du bâtiment en majorité asiatiques immigrés, déjà dénoncées par certaines ONG, ont alerté la communauté internationale en marge des mouvements de protestation de 2006. 2 500 ouvriers du méga-chantier de Burj Dubaï, plus haut gratte-ciel du monde qui sera inauguré en 2008, ont condamné les méthodes des contremaîtres et l'insuffisance salariale (7,6 dollars par jour pour 10 heures de travail). Ayant eu des répercussions sur d'autres chantiers des Emirats, ces manifestations, qui sont les premières jamais organisées à Dubaï alors que la grève est interdite aux Emirats, ont perduré en 2007. De même, le nombre d'accidents du travail et de suicides a augmenté. D'autre part, la visite du président iranien au mois de mai 2007 est à l'origine de troubles d'ordre diplomatiques. Ahmadinejad a tenu un meeting politique à Dubaï, événement historique dans un pays où le pouvoir appartient aux clans tribaux. Au cours de ce meeting, il accuse les Etats-Unis de voler les richesses de la région. Survenue quelques mois après le transfert du siège du géant pétrolier américain Halliburton de Houston vers Dubaï, cette manifestation politique a fait écho auprès des 500 000 expatriés iraniens aux Emirats. Plus globalement, en cherchant à contrer l'influence de Washington au Moyen-Orient, elle a placé les Emirats en position délicate entre l'Iran et les Etats-Unis.

OMAN

Transition économique

Le Sultanat éprouve quelques difficultés à penser l'après-pétrole alors que la production baisse depuis le début des années 2000. L'économie hors hydrocarbures tarde à se diversifier, malgré le développement du niveau des services portuaires et la bonne santé du secteur touristique. La situation n'est cependant pas alarmante. La croissance du PIB a atteint 6 % en 2007 et le stock d'avoirs extérieurs constitué par le Sultanat depuis les années 1980 lui autorise quelques tâtonnements. Des infrastructures spectaculaires qui parsèment déjà le territoire en grand nombre sont en projet. Un nouveau tronçon autoroutier reliera Mascate à son aéroport en 2009 – équipement utile dans un pays dans lequel le nombre de véhicules progresse de 10 % par an. De même, un musée archéologique devrait bientôt voir le jour sur la plage de Ras al-Jinz à la pointe extrême-orientale de la péninsule, célèbre pour ses tortues, qui accueille en haute saison des milliers de touristes par jour. Mais ces projets d'envergure ne suffiront pas à résorber le chômage qui touche environ 13 % de la population active. Les Omanais, à l'instar des Saoudiens, attendent des réformes plus structurelles en matière d'« omanisation » des emplois ou de cession des actifs publics. La signature d'un contrat de production d'eau par Veolia en mars 2007, ainsi que l'augmentation considérable du nombre de cliniques privées, montrent par exemple que les bases d'une politique de privatisation sont pourtant d'ores et déjà jetées.

A la marge ?

Oman se distingue des autres membres du CCG par plusieurs aspects. Le processus de libéralisation y semble plus maîtrisé ; le faible rôle des institutions financières l'atteste. Le Sultanat n'est pas non plus favorable à une monnaie unique au sein des pays du CCG prévue en 2010. Le pays n'est pas pour autant replié sur lui-même : il a adhéré à l'OMC en 2002, a signé un accord de libre échange avec les Etats-Unis en 2005 et vient de signer un accord de coopération industrielle et commerciale avec l'Iran. En matière de politique intérieure, l'Etat, incarné par le Sultan Qaboos, demeure très paternaliste. A l'image d'une politique d'ouverture tempérée, les signes de démocratisation et de diminution de la centralisation du pouvoir sont encore timides. Timide, Oman l'est aussi en ce qui concerne la lutte contre le financement du terrorisme : le Sultan n'a toujours pas ratifié la convention des Nations Unies qui vise à le réprimer.

QATAR

Fort rayonnement

L'augmentation de la production d'hydrocarbures couplée à une politique de diversification de l'économie élève le PIB par habitant à près de 64 000 dollars, le plus important de toute la péninsule arabique. Si l'activité pétrolière reste très productive, avec 850 000 b/j en 2006, ce sont les réserves de gaz qui captent l'essentiel des investissements engagés ; le Qatar en possède 16 % de la planète. Les ambitions de certains géants économiques dans les secteurs de la métallurgie (Qatar Steel Company) et de l'aviation (Qatar Airways) prouvent la volonté des Qataris de diversifier leur activité. Le dynamisme de l'Emirat s'observe également dans l'expansion de la place financière (Qatar Financial Centre) depuis 2005 ainsi que dans l'essor du tourisme (750 000 visiteurs en 2006). D'énormes investissements sont enfin opérés dans le développement des infrastructures : le nouvel aéroport de Doha devra être capable d'accueillir 12 millions de passagers dès 2009, pour lesquels 16 000 chambres d'hôtel supplémentaires sont prévues. Cette embellie économique montre toutefois des limites, si l'on en juge par la hausse de l'inflation (11,8 % en 2006) particulièrement sensible au niveau du marché immobilier et du prix des matériaux de construction, ou encore par le faible poids que représente le secteur privé dans l'économie locale (environ 5 % du PIB), notamment les PME-PMI.

Trop d'ambition ?

L'ambition économique du Qatar, qui attire l'attention internationale et provoque même quelques jalousies au niveau régional, peut sembler démesurée. En effet, la main-d'œuvre, peu abondante, est de plus en plus coûteuse et le niveau de formation est encore bien trop faible et ce malgré la coopération scientifique américaine et l'ouverture d'un pôle international de recherche à la fin 2007 : le Qatar Science & Technology Park. Le marché, moins ouvert aux étrangers que celui des Emirats Arabes Unis par exemple, s'expose à un risque permanent de concurrence. Cependant, l'économie qatarie repose sur une vision très stratégique inscrite dans un contexte politique stable. A l'échelle internationale, le Qatar profite avec finesse de sa double alliance avec les Etats-Unis d'une part et avec les pays européens d'autre part. Au niveau national, l'Emirat expérimente un processus de démocratisation – la liberté d'expression y est plus grande que dans les autres Etats de la région – et n'hésite pas à réinjecter les revenus des hydrocarbures dans les secteurs consensuels de la santé et de l'éducation.

YEMEN

Nouvelles perspectives de développement

La conférence des bailleurs de fonds internationaux, qui s'est tenue à Londres en novembre 2006, s'est soldée par l'attribution d'une aide financière de 4,7 milliards de dollars (environ 85 % de la somme espérée par le Yémen) pour la réalisation d'un ambitieux plan quinquennal 2006-2010. Le fait que près de la moitié des promesses de dons furent accordées par les pays de la péninsule arabique révèle la dimension régionale des enjeux de développement du Yémen, pays le plus pauvre de cette sous-région. La coopération croissante avec l'Arabie Saoudite, partenaire essentiel sur le plan commercial, en est le premier signe. La question de l'intégration du Yémen au CCG à l'horizon 2016 est pour la première fois à l'ordre du jour. La Banque mondiale prévoit également d'engager 400 millions de dollars sur la période 2006-2009 ciblés sur la diversification de la croissance économique, le développement humain et la question de l'eau. La France appuiera ces projets grâce à l'ouverture d'un bureau de l'Agence française de développement (AFD) en septembre 2007 à Sanaa. L'augmentation de l'aide internationale doit dès lors accompagner la poursuite des réformes structurelles lancées en 2005 par le gouvernement, en particulier au niveau de la fonction publique et de la sphère financière. C'est, semble-t-il, le seul moyen d'éviter l'aggravation d'une situation économique marquée par un

niveau très élevé de pauvreté, l'accélération de l'inflation et le poids de la dette extérieure, sans parler de l'épuisement des réserves pétrolières ou de celui, alarmant, des ressources hydriques. Les performances économiques des années 2006 et 2007, du fait de la conjoncture pétrolière, sont malgré tout encourageantes, tout comme la situation des comptes extérieurs. Les espoirs sont aujourd'hui portés d'une part par les nouvelles perspectives gazières, notamment celles de la société Yemen Liquefied Natural Gas Company qui prévoit l'exportation prochaine de 6,7 millions de tonnes par an, d'autre part, par le développement des infrastructures, à l'instar de l'ouverture d'une centrale électrique à l'été 2007 dans la ville de Safir, près de Marib.

Timides avancées démocratiques

Le Président Saleh a été réélu à une large majorité le 20 septembre 2006 pour un ultime mandat. Mais le score de son challenger, Bin Shamlan, qui a obtenu 22 % des voix, est le résultat d'une compétition électorale sans précédent et réaffirme l'existence d'un mouvement d'opposition associant principalement les partis socialiste (YSP) et islamiste (al-Islah). La situation sécuritaire est plus que jamais la préoccupation du gouvernement et de son nouveau chef, Ali Majwar, nommé en avril 2007. La politique anti-terroriste menée avec l'aide des Etats-Unis se poursuit donc, avec notamment le procès de plusieurs membres d'al-Qaida et la surveillance des centres d'enseignement jugés tendancieux. De même, un point d'honneur est mis à la lutte contre la corruption, comme en témoigne l'organisation à Sanaa d'une conférence internationale, fin 2006. Toutefois, l'avancée démocratique majeure réside dans la signature d'un accord de cessez-le-feu, en juin 2007, entre les rebelles de la minorité religieuse chiite zaydite et le gouvernement, contesté par ces derniers depuis l'été 2004 pour sa politique de coopération avec les Etats-Unis. L'accord pourrait mettre un terme à trois ans d'affrontements, alors même que les hostilités avaient repris au début de l'année 2007, entraînant la mort de plusieurs milliers de personnes. Dans le cadre du cessez-le-feu, le gouvernement s'est engagé, contre la remise des armes lourdes par les rebelles, à libérer certains prisonniers et à aider à la reconstruction des villages et au retour des populations déplacées. Outre ces promesses, le gouvernement yéménite doit agir pour l'atténuation des tensions diplomatiques avec l'Iran, soupçonné de soutien aux rebelles zaydites tout au long de l'année 2007. Enfin, à l'échelle nationale, des troubles sociaux sont apparus au début de l'année 2007, dont un mouvement de grève générale dans les principaux souks de Sanaa, après l'annonce d'un projet de « taxe sur les ventes », inscrit au titre des réformes économiques engagées par le gouvernement.